



**HAL**  
open science

## Désarmement, Développement, progrès social

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Désarmement, Développement, progrès social. Combat pour la paix, Combat pour la paix, 1989. hal-03345925

**HAL Id: hal-03345925**

**<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-03345925>**

Submitted on 16 Sep 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Désarmement, Développement, progrès social

Jacques Fontanel

Combat pour la Paix, Septembre 1985.

Résumé : Les dépenses militaires ont tendance à augmenter, alors que l'URSS, sans doute trop militarisée, semble cependant être devenue la première puissance militaire mondiale, même si le « rattrapage » proposé par le Président Reagan constitue de fait un vrai saut épistémologique. La recherche-développement militaire est très importante dans le monde, principalement dans les grandes puissances nucléaires, et les technologies modernes sont souvent façonnées par le secteur de la défense nationale. Le complexe militaro-industriel reçoit d'importants financements publics qui servent, dans le cadre des technologies duales, à la production de biens civils. La question des effets des dépenses militaires sur la croissance et plus généralement sur le développement économiques ne produit pas de réponse linéaire, tout dépend de la structure des achats d'armement, de la période, de l'existence d'une industrie nationale d'armement ou des exportations et importations d'armes.

Military spending has tended to increase, while the USSR, undoubtedly over-militarized, seems to have become the world's leading military power, even if the "catching up" proposed by President Reagan is in fact a real epistemological leap. Military research and development is very important in the world, mainly in the major nuclear powers, and modern technologies are often shaped by the national defense sector. The military-industrial complex receives significant public funding that is used, in the context of dual-use technologies, to produce civilian goods. The question of the effects of military expenditure on economic growth and development in general does not produce a linear answer, as everything depends on the structure of arms purchases, the period of time, the existence of a national arms industry or arms exports and imports.

Désarmement, développement économique, progrès social, dépenses militaires, industries d'armement

Disarmament, economic development, social progress, military spending, arms industries

Les dépenses militaires ne font que croître, ce qui ne peut pas être sans conséquences économiques et sociales dans le monde entier. Sous la houlette de l'Organisation des Nations Unies, des experts internationaux ont proposé un rapport intéressant sur le désarmement pour le développement. Même si les connaissances statistiques ne sont pas suffisamment claires pour permettre d'établir de manière précise un agrégat des dépenses militaires mondiales, les informations quantitatives fournies avancent des dépenses de défense de l'ordre de 900 à 950 milliards de dollars en 1981.

Depuis 1945, malgré les guerres d'importance (comme la Corée ou le Vietnam) et les conflits régionaux multiples, les dépenses militaires en monnaie constante avaient plutôt eu tendance à diminuer sur la période, avec des hauts et des bas. Cependant, depuis 1981, on constate une augmentation significative de ces dépenses, sans qu'on puisse l'expliquer par l'émergence d'un conflit concernant tout ou partie des Etats. Cette constatation témoigne, en elle-même, l'apparition de nouveaux dangers insaisissables qui vont concerner aussi bien la lutte d'influence entre les USA et l'URSS que de nouveaux conflits internes ou externes dans la redéfinition des frontières héritées de l'ère de la colonisation. La question de la domination militaire sur le monde fait l'objet de nombreux débats entre experts. D'un côté, certains spécialistes annoncent l'affaiblissement de la puissance militaire des Etats-Unis débordés par les priorités de défense développées par une Union soviétique de plus en plus militarisée et sans doute aujourd'hui plus grande puissance militaire. D'un autre côté, au regard de l'effort d'armement considérable engagé par Ronald Reagan depuis son élection à la Présidence et les difficultés économiques récurrentes de l'Union soviétique, les forces en présence sont remises en cause, au moins à l'horizon 1985. Cette période particulière de deux puissances militaires dans une situation de dynamique inversée peut conduire celui qui voit son avance diminuer avoir la tentation d'utiliser tous les

moyens, notamment militaires, pour devenir le « maître du jeu » stratégique et idéologique.

Les dépenses militaires représentent aujourd'hui près de 6% des richesses mondiales, soit le PIB des trente pays les plus pauvres de la planète et 20 fois l'aide publique aux pays les plus pauvre du monde. Le potentiel économique engagé dans la sphère de la défense est considérable, plus de 50 millions de personnes dans le monde travaillent principalement dans le domaine militaire et plus d'une centaine de millions de personnes sont concernées de manière indirecte, par le canal des consommations intermédiaires et des effets d'opportunité. Pour ce qui concerne la recherche-développement, plus de cinq cent mille scientifiques sont engagés dans la course aux armements, ce qui représentent globalement près de 40% de la population mondiale des scientifiques. Il convient, certes, de prendre ces chiffres avec précaution, car la délimitation des personnes employées directement ou indirectement dans le secteur de la défense dépend de la définition plus ou moins complète accordée à la sphère de la défense et de la sécurité nationale (Fontanel, 1980, 1982). Les chiffres du SIPRI et de l'USACDA ne concordent certes pas, mais il est quand même possible de se faire une idée globale de l'importance des dépenses militaires.

Une question importante mérite l'application d'études spécifiques : quels sont les effets des dépenses militaires sur la croissance et plus généralement sur le développement économiques. Globalement, les études engagées concluent plutôt sur les effets négatifs de cette dépense publique, sinon sur le court terme, au moins sur le moyen terme. Une autre conclusion est intéressante, cet effet négatif ne s'applique pas à tous les pays de la même manière. Certains pays peuvent bénéficier de la course aux armements, simplement en en profitant pour améliorer leurs termes d'échanges, en augmentant leur puissance sur des activités économiques essentielles. Par exemple, Israël semble bénéficier plutôt d'effets positifs dans les situations de conflits ou de tensions, alors qu'en situation d'accalmie elle connaît l'hyperinflation et une crise économique latente. Il faut dire que le soutien de la diaspora et de l'aide publique américaine peut expliquer cette situation économique paradoxale. Cependant, le processus de militarisation de

l'économie est dangereux économiquement et pour la mise en place d'un système mondial plus pacifique.

Les dépenses militaires, comme toutes les dépenses publiques, peuvent exercer parfois des effets de relance économique, même si l'action du secteur de la défense semble, en comparaison avec ses homologues des dépenses gouvernementales, le moins approprié pour engager un tel processus. La militarisation de l'économie pose la question du complexe militaro-industriel, si bien décrit par Ike Eisenhower, Président des Etats-Unis. Elle n'est pas significative si un militaire, élu démocratiquement, est élu à la tête d'un Etat, car il est un citoyen comme un autre. Un système étatique devient militarisé lorsque l'ensemble de son économie fonctionne grâce à la production des armements et des secrets qui les entourent, notamment dans le cadre d'un conflit interétatique potentiel. Il s'agit plutôt de considérer que l'économie nationale ne peut fonctionner sans le contrôle des secteurs industriels concernés par l'armement. Lorsque ces secteurs sont fondamentalement dépendants de l'effort militaire et que le fonctionnement du système d'échange entre le civil et le militaire est dominé par ce dernier, sans qu'il y ait les contrôles démocratiques suffisants, alors, l'économie nationale souffre d'une militarisation excessive qui pousse aux secrets de production et à un système de défense nationale principalement défini par le complexe militaro-industriel. La France souffre de cette militarisation de l'économie, l'arme nucléaire et les stratégies sont décidées bien en amont des votes parlementaires.

Les ventes d'armes représentent globalement 10 % des dépenses militaires mondiales. Les engagements financiers de départ paraissent toujours importants, mais ils ne représentent de fait qu'une part assez faible d'un PIB pour les pays producteurs. Cependant, c'est important pour le chiffre d'affaires du complexe militaro-industriel dont une partie des financements publics servent aussi parfois, dans le cadre des technologues duales, à la production de biens civils. Le gouvernement de la France accepte bien volontiers son statut de vendeur d'armes. La France est aujourd'hui le deuxième vendeur d'armes en direction des pays du tiers monde. Elle vend donc ses armes parmi les plus sophistiqués aux pays pauvres, sans que l'on soit bien

certain de la priorité de ces achats. Ce classement a aussi une connotation négative, car lorsque les pays ne peuvent pas payer on inscrira cette dépense dans l'aide au développement.

Les pacifistes condamnent généralement les ventes d'armes. Cependant, tant que les pays en développement considéreront que leur indépendance passe d'abord par la constitution d'une armée, il est impossible d'éviter les ventes internationales d'armements. La question qui se pose n'est pas tant la vente d'armes que l'acheteur, entre une vente à l'apartheid de l'Afrique du Sud ou celles faites à des pays démocratiques menacés de totalitarisme. Ce qui est inquiétant pour la France, c'est l'idée du complexe militaro-industriel selon lequel si l'on veut conserver une certaine indépendance, le coût des armes de petite série est si élevé que l'exportation permet de réduire les coûts. Dans ces conditions, pour des raisons économiques, la vente s'impose, avec un regard de moins en moins méfiant à l'égard des acheteurs potentiels.

Les dépenses militaires sont importantes certes, mais elles ne s'inscrivent que pour 6% de la richesse produite chaque année au niveau mondial. Cependant, l'impact du secteur militaire est bien plus fort si l'on tient compte des nouvelles technologies. La recherche-développement militaire est importante, elle est très pointue, car les armes sont en violentes concurrence dans les stratégies nationales de défense. Lorsqu'une technologie est approuvée par le secteur militaire, celui-ci peut soit chercher à l'ouvrir au secteur civil (qui va chercher par les économies d'échelle de les rendre rentables dans leurs applications civiles); soit décider de le mettre au secret, afin d'éviter que leurs adversaires potentiels s'engagent dans ce type de technologie. Parfois d'ailleurs la recherche civile a pu trouver de nouvelles technologies, mais le secteur militaire peut en imposer le contrôle s'il estime que la défense nationale en est menacée. L'informatique en est un exemple intéressant. Elle a surtout été conçue par la recherche civile, avant que le secteur militaire cherche à se l'approprier par l'importance de ses contrats. Lorsque la demande des ordinateurs a surtout été militaire, la macro-informatique a pris le pas sur la micro-informatique, jusqu'à ce que ces technologies ont été rendues applicables dans le secteur

civil dans les pays qui n'étaient pas astreints à cette forme de « monopsonisation ».

La relation entre les dépenses militaires et le développement économique d'un pays n'est pas linéaire. Pendant l'entre-deux-guerres, les analystes ont souligné l'importance du secteur militaire dans le développement économique de l'Allemagne et du Japon, comme l'avait prédit l'école historique allemande, notamment de Sombart. En revanche, on peut dire que ce système de production militaire des deux pays ne pouvaient conduire qu'à une guerre mondiale, compte tenu de leurs endettements et de la crise économique qui commençait à poindre. Aujourd'hui, les deux mêmes pays sont des leaders du développement économique mondial, sans disposer d'une militarisation interdite de leur économie. Les analystes considèrent qu'ils sont des « passagers clandestins » en étant protégés par les États-Unis, sans payer l'intégralité de ce que leur défense supposerait. On peut en conclure que cette relation – entre les dépenses militaires et la croissance économique – n'explique pas tout. Les dépenses militaires exercent plutôt des « effets d'inertie » dans le système économique national, car elles n'évoluent que lentement, sauf en période de guerre. Pour la France, on est passé de 20% à 15% du budget de l'État en 30 ans. La baisse s'est faite très progressivement, ce qui lui permet de jouer le rôle de volant d'inertie.

Des études ont été engagées aux États-Unis. Avant 1980, l'incidence des dépenses militaires a été plutôt négative pour la croissance économique nationale, car elles étaient peu productrices d'emplois. Avec 1 milliard de dollars, elles permettaient de créer 67.000 emplois, alors qu'avec la même somme une dépense publique pouvait créer 120.000 emplois. Par contre, aujourd'hui, les dernières études semblent indiquer qu'à court terme, les dépenses militaires auraient plutôt des effets positifs. Ce qui est vrai à un instant ne l'est plus à un autre, tout dépend de la conjoncture, mais aussi de la nature des dépenses militaires. Si les dépenses s'expriment dans les domaines de haute technologie, avec un fort potentiel d'écoulement futur dans le secteur civil, le progrès économique peut être très fort. La fameuse « guerre des étoiles » et le projet SDI sont autant de

financement de haute technologie susceptibles d'apporter une force nouvelle au secteur économique des Etats-Unis.

## Bibliographie

Aben, J (1981), Défense nationale et emploi en France, Les Cahiers du Séminaire Charles Gide, Montpellier.

Ball, N., Leitenberg, M. (1983), Structure of the Defense Industry, Croom Helm, London.

CBO Study (1983), Defense spending and the economy, Washington.

Colard, D., Fontanel, J., Guilhaudis, J-F. (1981), Le désarmement pour le développement, Fondation pour les Etudes de Défense Nationale.

Deger, S., Smith, R. (1983), Military Expenditure and Growth in Less Developed countries, Journal of Conflict Resolution 27(2).

Fontanel, J. (1982), Military expenditure and Economic Growth, Morocco and France, Report written for UNO.

Fontanel, J. (1982), Le désarmement pour le développement, Stratégie et Défense, Juin.

Fontanel, J. (1984) L'économie des armes, La Découverte, Paris.

Fontanel, J. (1985), Introduction à l'économie de défense, Arès, Défense et Sécurité.

Fontanel, J., Smith, R. (1985), Analyse économique des dépenses militaires, Stratégique, 4<sup>e</sup> trimestre

Fontanel, J. (1980), Le concept de dépenses militaires, Revue Défense Nationale, Décembre.

Fontanel, J. (1981), Scénarios économiques du désarmement, in Le désarmement pour le développement. Dossier d'un pari difficile, Fondation pour les Etudes de Défense Nationale.

Fontanel, J. (1982), Military expenditures and Economic Growth: France, Morocco, *report written for the United Nations*.

Fontanel, J. (1982), La comparaison des dépenses militaires, Revue Défense Nationale, novembre.

Fontanel, J. (1982), Le désarmement pour le développement, Stratégie et Défense, Juin.

Galbraith, J.K. (1968), La paix indésirable, rapport sur l'utilité des guerres, Calman Levy.



Guilhaudis, J.F. (1982), Le désarmement pour le développement, Colloque UNESCO, Association Emile Laugier. Paris. Octobre.

Kidron, M. (1970), Western capitalism since the war, Penguin Books.

Leontiev, W., Duchin, F. (1980), Worldwide implications of hypothetical changes in military spending, Report UNO, New York.

Leontiev, W. Duchin, F. (1983), Worldwide implications of hypothetical changes in military spending, USACDA, Unites Nations, Washington and New York.

ONU (1983), Conséquences économiques et sociales de la course aux armements, Economica, Paris.

Palme, O. (1982), Common security. Report of the Independent Commission for Disarmament and Security Issues.

Schmidt, C. (1982), L'économie de la défense de la France, Revue d'Economie Politique, Décembre.

Smith, R. (1980), Military expenditure and investment in OECD countries, *Journal of comparative Economics*, 4.

Smith, R.P. (1980), The demand for military expenditure, *Economic Journal*, Vol. 90. December.